

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 3581

[2004/202796]

**14 JUIN 2004. — Arrêté ministériel relatif aux calculs de rentabilité des extensions de réseaux gaziers**

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Énergie n° CD-4c23-CWaPE-042, donné le 24 mars 2004;

Considérant l'urgence d'apporter certaines précisions quant au calcul de la rentabilité des extensions des réseaux gaziers vu que les plans d'adaptation des réseaux seront prochainement adoptés et que ces plans reprennent les extensions économiquement justifiées conformément à l'article 32, 3°, b, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Un projet d'extension économiquement justifié est caractérisé par une dépense initiale, éventuellement complétée par d'autres ultérieures, consentie en vue de s'assurer, sur une période de temps donnée, à savoir la durée de vie du projet, des recettes au total plus importantes que cette dépense ou au minimum égales à celle-ci.

Les flux financiers, positifs et négatifs, générés en des moments différents tout au long de cette période, sont actualisés au moyen d'un "taux d'actualisation" afin d'attribuer une valeur au projet à son début et de permettre une prise de décision quant à sa réalisation.

§ 2. La Valeur Actualisée Nette (VAN), résultat algébrique de l'ensemble des flux financiers actualisés par rapport au temps initial, est, calculée comme suit :

$$VAN = \sum_{t=0}^n \frac{(R_t - D_t)}{(1+I)^t}$$

où n = nombre de fractions (années ou mois) de la période

Dt = valeur absolue de la dépense (hors charges de financement) pendant la fraction de période t

Rt = valeur absolue de la recette (y compris les contributions extérieures) pendant la fraction de période t

I = taux d'actualisation applicable à cette fraction de période

§ 3. Pour les extensions de réseaux, les flux financiers (dépenses et recettes) peuvent s'accumuler avec une fréquence élevée en début de projet, en manière telle que l'année ne constitue plus forcément une échelle de temps pertinente pour la recherche de la VAN, par conséquent, le mois sera adopté comme unité de temps, au moins pendant les trois premières années du projet.

§ 4. Pour les années décomposées en mois, les flux financiers relatifs aux dépenses d'investissement, paiement des factures liées à celui-ci, sont supposés prendre place en début du mois dont ils relèvent; les autres flux financiers, de trésorerie, sont pris en compte en fin de mois. Pour les années non décomposées en mois, le taux annuel d'actualisation de l'année s'applique à tous les flux.

§ 5. Les dépenses d'investissement sont attribuées à la fraction de période correspondant à la réalisation présumée des prestations. Les investissements correspondant à l'infrastructure principale du réseau sont différenciés des investissements relatifs aux raccordements individuels des clients, ces deux catégories font l'objet d'un échelonnement au cours de la durée de vie du projet.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. A chaque fraction de période correspond un taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation annuel adopté est le taux de rendement annuel des capitaux investis du gestionnaire de réseau concerné, établi par la CREG selon sa méthodologie décrite dans le document "Lignes directrices concernant la marge bénéficiaire équitable applicable aux entreprises de transport du gaz naturel et aux gestionnaires des réseaux de distribution du gaz actifs sur le territoire belge" et référencée 030618-CDC-219 ou tout document modificatif.

L'équivalence entre taux annuel et mensuel s'entend comme suit :

- taux annuel exprimé en nombre décimal augmenté de 1
- porté à la puissance 1/12
- et diminué ensuite de 1.

Ce taux est exprimé en % avec 3 décimales.

**Art. 3.** Les 240 mois de durée de vie du projet visés à l'article 30, § 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité constituent le minimum acceptable de durée de la période. Une prise en compte de durées supérieures par les GRD est donc autorisée si elle constitue une opportunité.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les dépenses liées à la réalisation de l'extension comprennent les éléments suivants :

- les travaux de terrassement, pose, remblai et recouvrement qui ne sont pas supportés par les utilisateurs ou par tout autre intervenant;
- les opérations de mise en service.

§ 2. Aux organes de mesure, contrôle et sécurité, sont intégrés les équipements de protection cathodique et des stations d'odorisation éventuelles ainsi que leur mise en place.

§ 3. Les frais généraux portant sur les travaux de réalisation comportent :

- les études spécifiques à la réalisation de l'extension de réseaux, non comprise l'étude de faisabilité menant à l'évaluation de la rentabilité de l'investissement;
- l'encadrement et la surveillance des travaux;
- toute autre dépense jugée exclusivement imputable à l'extension par le GRD et dûment justifiée.

§ 4. Les dépenses d'exploitation directement liées à l'extension comprennent les suppléments de dépenses courantes liées notamment à la surveillance et à l'entretien du réseau, au relevé et à la gestion des compteurs, à la protection cathodique et à l'odorisation éventuelles. Ces dépenses sont évaluées sur base des coûts admis par la CREG dans le calcul du tarif d'acheminement et communiqués par le GRD dans son évaluation de l'extension de réseau.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les "contributions de tiers à l'investissement" comprennent notamment : la quote-part d'utilisateurs domestiques et non domestiques, la participation des fournisseurs, les investissements conjoints avec une entreprise de transport ou un autre GRD, les aides et subsides publics ou privés ainsi que les coûts évités par des synergies avec d'autres impétrants.

§ 2. En vue d'évaluer les "perspectives de raccordement", le GRD prend en compte :

- les demandes fermes de raccordement;
- les projets de lotissement, d'implantations non domestiques, de zoning d'activité économique sur base des dossiers pertinents de demande et d'octroi de permis de lotir et/ou de bâtir et/ou de permis unique;
- les perspectives d'évolution du nombre de raccordement au long de la période, évaluées sur base de statistiques de taux de pénétration proposées par le GRD.

**Art. 6.** Les extensions de réseaux dont le caractère économiquement justifié n'est pas établi et qui n'ont pas été retenues dans le cadre d'un plan d'extension, sont reprises pour mémoire dans ce plan, accompagnées du justificatif ayant conduit à leur refus. Une liste des projets d'extension non retenus durant les cinq dernières années est tenue à jour, en annexe de chaque nouveau plan.

**Art. 7.** La CWaPE formalise les procédures de calcul à mettre en œuvre pour la détermination du caractère économiquement justifié de projets d'extension. A cet effet, un formulaire est mis à disposition par la CWaPE.

Chaque GRD utilise ce formulaire et le communique à la CWaPE, dûment complété. La communication comporte tous les éléments descriptifs pertinents relatifs au projet.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 juin 2004.

J. DARAS

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3581

[2004/202796]

#### 14. JUNI 2004 — Ministerialerlass bezüglich der Wirtschaftlichkeitsrechnungen der Gasnetzerweiterungen

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 32;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des am 24. März 2004 abgegebenen Gutachtens Nr. CD-4c23-CWaPE-042 der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie);

In der Erwägung, dass es dringend ist, bestimmte Erläuterungen in Bezug auf die Wirtschaftlichkeitsrechnung der Gasnetzerweiterungen zu geben, da die Anpassungspläne der Netze bald genehmigt werden und diese Pläne die gemäß dem Artikel 32, 3<sup>o</sup>, b, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wirtschaftlich begründeten Erweiterungen enthalten,

Beschließt:

**Artikel 1** - § 1. Ein wirtschaftlich begründetes Erweiterungsprojekt wird durch eine anfängliche Ausgabe gekennzeichnet, die eventuell durch andere spätere Ausgaben ergänzt wird und die eingegangen wird, um während eines bestimmten Zeitraums, d.h. während der ganzen Dauer des Projekts, Einnahmen sicherzustellen, die insgesamt höher als diese Ausgabe oder mindestens so hoch wie sie ausfallen.

Die positiven und negativen Finanzströme, die zu unterschiedlichen Zeitpunkten im Laufe dieses Zeitraums entstehen, werden anhand eines "Aktualisierungssatzes" aktualisiert, um dem Projekt einen Wert an seinem Anfang zu erteilen und eine Beschlussfassung bezüglich dessen Verwirklichung zu ermöglichen.

§ 2. Der aktualisierte Nettowert (ANW), der das algebraische Ergebnis der Gesamtheit der aktualisierten Finanzströme im Verhältnis zur Anfangszeit ist, wird wie folgt berechnet:

$$\text{ANW} = \sum_{t=0}^n \frac{(R_t - D_t)}{(1+I)^t}$$

wobei n = Anzahl der Teile (Jahre bzw. Monate) des Zeitraums

D<sub>t</sub> = absoluter Wert der Ausgabe (ohne Finanzierungslasten) während des Zeitraumteils t

R<sub>t</sub> = absoluter Wert der Einnahme (einschließlich der externen Beiträge) während des Zeitraumteils t

I = auf diesen Zeitraumteil anwendbarer Aktualisierungssatz

§ 3. Für die Netzerweiterungen können die Finanzströme (Ausgaben und Einnahmen) am Anfang des Projekts mit einer großen Häufigkeit auflaufen, so dass das Jahr kein für die Suche nach dem ANW relevanter Zeitmaßstab unbedingt mehr ist; daher kann dann der Monat mindestens während der ersten drei Jahre des Projekts als Zeiteinheit genommen werden.

§ 4. Für die in Monate geteilten Jahre wird davon ausgegangen, dass die Finanzströme in Bezug auf die Investitionsausgaben und die Zahlung der mit ihnen verbundenen Rechnungen am Anfang des Monats, für den sie getätigt werden, stattfinden; die anderen Finanzströme, die Barmittelströme, werden am Monatsende berücksichtigt. Für die nicht in Monate geteilten Jahre wird der jährliche Aktualisierungssatz des Jahres auf alle Ströme angewandt.

§ 5. Die Investitionsausgaben werden dem Zeitraumteil zugeteilt, der der vermuteten Erbringung der Leistungen entspricht. Die der Hauptinfrastruktur des Netzes entsprechenden Investitionen werden von den Investitionen in Bezug auf die individuellen Anschlüsse der Kunden unterschieden, wobei diese beiden Kategorien Gegenstand einer Verteilung im Laufe der ganzen Dauer des Projekts sind.

**Art. 2 - § 1.** Jedem Teil eines Zeitraums entspricht ein Aktualisierungssatz.

Der angenommene jährliche Aktualisierungssatz ist der jährliche Ertragsatz des investierten Kapitals des betroffenen Netzverwalters, der von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission gemäß deren in dem Dokument "Lignes directrices concernant la marge bénéficiaire équitable applicable aux entreprises de transport du gaz naturel et aux gestionnaires des réseaux de distribution du gaz actifs sur le territoire belge" (Richtlinien in Bezug auf die angemessene Gewinnspanne, die auf die Erdgastransportunternehmen und auf die auf belgischem Gebiet aktiven Verwalter der Gasversorgungsnetze anwendbar ist) mit der Nummer 030618-CDC-219 oder in jedem abändernden Dokument beschriebenen Methodologie festgesetzt ist.

Die Gleichwertigkeit zwischen dem jährlichen und dem monatlichen Satz versteht sich wie folgt:

- als Dezimalzahl mit Hinzurechnung von 1 ausgedrückter jährlicher Satz
- zur Potenz 1/12 erhoben
- und danach um 1 herabgesetzt.

Dieser Satz wird in % mit 3 Dezimalstellen ausgedrückt.

**Art. 3 -** Die in Artikel 30, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnten 240 Monate der Dauer des Projektes stellen die annehmbare Mindestdauer des Zeitraums dar. Eine Berücksichtigung von längeren Dauern durch die Betreiber eines Versorgungsnetzes ist demnach erlaubt, wenn sie eine günstige Gelegenheit darstellt.

**Art. 4 - § 1.** Die mit der Verwirklichung der Erweiterung verbundenen Ausgaben enthalten folgende Elemente:

- die Erdbewegungs-, Anbringungs-, Auffüllungs- und Abdeckungsarbeiten, die nicht von den Benutzern oder von jeglichem anderen Beteiligten getragen werden;
- die Arbeitsgänge in Bezug auf die Inbetriebsetzung.

§ 2. Die Ausrüstungen zum kathodischen Schutz und diejenigen der eventuellen Odorierstationen sowie deren Einrichtung sind in den Mess-, Kontroll- und Sicherheitsorganen integriert.

§ 3. Die die Durchführungsarbeiten betreffenden allgemeinen Unkosten enthalten:

- die für die Durchführung der Netzerweiterungen spezifischen Studien mit Ausnahme der Machbarkeitsstudie, die zur Bewertung der Rentabilität der Investition führt;
- die Begleitung und die Überwachung der Arbeiten;
- jede andere Ausgabe, die als ausschließlich auf die vom Betreiber eines Versorgungsnetzes vorgenommene Erweiterung anrechenbar und als ordnungsgemäß begründet betrachtet wird.

§ 4. Die unmittelbar mit der Erweiterung verbundenen Betriebsausgaben enthalten die zusätzlichen laufenden Ausgaben, die u.a. mit der Überwachung und der Wartung des Netzes, dem Ablesen und der Verwaltung der Zähler, dem eventuellen kathodischen Schutz und der eventuellen Odorierung verbunden sind. Diese Ausgaben werden auf der Grundlage der von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission in der Berechnung des Beförderungstarifs angenommenen und von dem Betreiber eines Versorgungsnetzes in seiner Bewertung der Netzerweiterung übermittelten Kosten bewertet.

**Art. 5 - § 1.** Die "Beiträge von Dritten zugunsten der Investition" enthalten u.a.: den Beitragsanteil von Benutzern im häuslichen und nicht-häuslichen Bereich, die Beteiligung der Lieferanten, die mit einem anderen Transportunternehmen oder einem anderen Betreiber eines Versorgungsnetzes gemeinsam getätigten Investitionen, die öffentlichen oder privaten Beihilfen und Zuschüsse sowie die dank Synergien mit anderen Empfängern vermiedenen Kosten.

§ 2. Um die "Aussichten auf Anschluss" zu bewerten, berücksichtigt der Betreiber eines Versorgungsnetzes:

- die verbindlichen Anschlussanträge;
- die Projekte in Bezug auf eine Parzellierung, auf nicht-häusliche Ansiedlungen, auf ein Gewerbegebiet auf der Grundlage von relevanten Akten bezüglich des Antrags und der Gewährung von Parzellierungs-, und/oder Bau- und/oder Globalgenehmigung;
- die Aussichten auf die Entwicklung der Anzahl Anschlüsse während des Zeitraums, die auf der Grundlage von vom Betreiber eines Versorgungsnetzes vorgelegten Statistiken über den Versorgungsgrad bewertet werden.

**Art. 6 -** Die Netzerweiterungen, deren wirtschaftlicher Charakter nicht begründet ist und die nicht im Rahmen eines Erweiterungsplans in Betracht gezogen worden sind, werden in diesem Plan indikativ unter Beifügung der Begründung, die zu ihrer Ablehnung geführt hat, erwähnt. Eine Liste der während der letzten fünf Jahre abgelehnten Erweiterungsprojekte wird in der Anlage von jedem neuen Plan auf dem neuesten Stand gehalten.

**Art. 7 -** Die CWaPE formalisiert die Rechnungsverfahren, die zur Bestimmung des begründeten wirtschaftlichen Charakters von Erweiterungsprojekten einzusetzen sind. Zu diesem Zweck wird ein Formular von der CWaPE zur Verfügung gestellt.

Jeder Betreiber eines Versorgungsnetzes benutzt dieses Formular und übermittelt es der CWaPE, nachdem er es ordnungsgemäß ausgefüllt hat. Die Mitteilung enthält alle relevanten beschreibenden Elemente in Bezug auf das Projekt.

**Art. 8 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 14. Juni 2004

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3581

[2004/202796]

**14 JUNI 2004. — Ministerieel besluit betreffende de berekeningen van de rentabiliteit van de gasnetuitbreidingen**

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie) nr. CD-4c23-CWaPE-042, gegeven op 24 maart 2004;

Overwegende dat de berekening van de rentabiliteit van de gasnetuitbreidingen dringend aangepast moet worden daar de netaanpassingsplannen binnenkort worden goedgekeurd en dat ze uitbreidingen opnemen die economisch gerechtvaardigd zijn overeenkomstig artikel 32, 3°, b, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Een economisch gerechtvaardigd uitbreidingsproject wordt gekenmerkt door een initiële uitgave, eventueel aangevuld door latere uitgaven, die over een bepaalde periode, met name de levensduur van het project, moet uitmonden op opbrengsten die in totaal hoger liggen dan de uitgave of er minstens gelijk aan zijn.

De positieve en negatieve financiële stromen gegenereerd op verschillende tijdstippen in de loop van bedoelde periode worden geactualiseerd via een "actualisatievoet" om van meet af aan een waarde aan het project toe te kennen en om besluitvorming mogelijk te maken wat de uitvoering ervan betreft.

§ 2. De geactualiseerde nettowaarde (GNW), die het algebraïsche resultaat is van het geheel van de t.o.v. van de initiële tijd geactualiseerde financiële stromen, wordt berekend als volgt :

$$VAN = \sum_{t=0}^n \frac{(R_t - D_t)}{(1+I)^t}$$

waarbij n = aantal periodefracties (jaren of maanden)

D<sub>t</sub> = absolute waarde van de uitgave (excl. financieringslasten) tijdens de periodefractie t

R<sub>t</sub> = absolute waarde van de opbrengsten (incl. externe bijdragen) tijdens de periodefractie t

I = actualisatievoet van toepassing op die periodefractie.

§ 3. Voor de netuitbreidingen kunnen de financiële stromen (uitgaven en opbrengsten) zich tegen een hoge frequentie opstapelen aan het begin van het project zodat het jaar niet meer per se een relevante tijdschaal is voor het opzoeken van de GNW. Bijgevolg wordt de maand als tijdseenheid gebruikt, op zijn minst tijdens de drie eerste jaren van het project.

§ 4. Voor de jaren opgedeeld in maanden wordt verondersteld dat de financiële stromen betreffende de investeringsuitgaven, waarbij rekening gehouden wordt met de betaling van de facturen, aan het begin van de desbetreffende maand plaatsvinden; de overige financiële stromen en de thesauriestromen worden in rekening gebracht aan het einde van de maand. Voor de jaren die niet in maanden opgedeeld worden, is de actualisatievoet van het jaar van toepassing op alle stromen.

§ 5. De investeringsuitgaven worden toegekend voor de periodefractie die overeenstemt met de vermoedelijke uitvoering van de prestaties. De investeringen voor de hoofdinfrastructuur van het net worden onderscheiden van de investeringen voor individuele aansluitingen van de afnemers. Beide categorieën worden gespreid over de levensduur van het project.

**Art. 2.** § 1. Voor elke periodefractie geldt een actualisatievoet.

De aangenomen jaarlijkse actualisatievoet is de jaarlijkse rendementsvoet van het geïnvesteerde kapitaal van betrokken netbeheerder, zoals vastgelegd door de CREG volgens de methodologie omschreven in het document "Richtlijnen met betrekking tot de billijke winstmarge toepasselijk op de aardgasvervoersondernemingen en de aardgasdistributienetbeheerders actief op het Belgische grondgebied" met het referentienummer 030618-CDC-219 of elk wijzigingsdocument.

De gelijkwaardigheid tussen de jaarlijkse en de maandelijkse voet wordt verstaan als volgt :

- de jaarlijkse voet uitgedrukt in een decimaal getal verhoogd met 1
- verhoogd tot de macht 1/12
- en vervolgens verminderd met 1

Deze voet wordt uitgedrukt in % met 3 decimalen.

**Art. 3.** De 240 maanden levensduur van het project bedoeld in artikel 30, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, is de aanvaardbare minimumduur van de periode. Het in rekening nemen van een langere duur door de GRD is dus toegelaten indien het opportuun is.

**Art. 4.** § 1. De uitgaven i.v.m. de uitvoering van de uitbreiding betreffen :

- de grondwerken, de aanleg-, ophogings- en afdekkingswerken, die noch door de gebruikers noch door andere interveniënten gedragen worden;
- de handelingen i.v.m. de indienststelling.

§ 2. De meet-, controle- en veiligheidsorganen worden voorzien van kathodische beschermingsuitrustingen en eventuele odoriseerstations en er wordt voorzien in de totstandbrenging ervan.

§ 3. De algemene onkosten voor de uitvoeringswerken omvatten :

- de specifieke studies voor de uitvoering van de netuitbreiding, behalve de haalbaarheidsstudie om de rentabiliteit van de investering te schatten;
- de begeleiding van de werken en het toezicht erop;
- elke andere behoorlijk gerechtvaardigde uitgave waarvan geacht wordt dat ze uitsluitend toe te schrijven is aan uitbreiding door de GRD.

§ 4. De rechtstreeks met de uitbreiding verbonden exploitatie-uitgaven omvatten de lopende extrauitgaven die namelijk te maken hebben met het onderhoud van het net en het toezicht erop, het aflezen en het beheer van de meters, eventueel de kathodische bescherming en de odorisering. Deze uitgaven worden geschat op grond van de kosten toegelaten door de GREG bij de berekening van de aanvoertarieven en meegedeeld door de GRD in zijn evaluatie van de netuitbreiding.

**Art. 5.** § 1. De "bijdragen van derden in de investering" omvatten o.a.: het aandeel van huishoudelijke en niet-huishoudelijke gebruikers, de bijdrage van de leveranciers, de gezamenlijke investeringen met een vervoersbedrijf of een andere GRD, de openbare of privé-steun en subsidies, alsmede de kosten voorkomen door synergieën met andere begunstigen.

§ 2. Om de "aansluitingsperspectieven" te evalueren, houdt de GRD rekening met :

- de vaste aanvragen tot aansluiting;
- de verkavelingsprojecten, de projecten voor niet huishoudelijke vestigingen, bedrijfsruimten, op grond van relevante dossiers betreffende de aanvraag tot en de toekenning van een verkavelings- en/of bouwvergunning en/of een enige vergunning;
- de ontwikkelingsperspectieven van het aantal aansluitingen over de periode, geraamd op grond van door de GRD voorgestelde statistieken van het penetratiepercentage.

**Art. 6.** Netuitbreiding waarvan niet vaststaat dat ze economisch gerechtvaardigd zijn en die niet in het kader van een uitbreidingsplan opgenomen zijn, worden ter herinnering in bedoeld plan opgenomen en gaan vergezeld van het bewijsstuk waaruit blijkt dat ze geweigerd werden. Bij elk nieuw plan gaat een bijlage met een lijst van de uitbreidingsprojecten die niet weerhouden werden in de loop van de vijf laatste jaren.

**Art. 7.** De CWaPE formaliseert de toe te passen procedures voor de berekening van het economisch gerechtvaardigd karakter van uitbreidingsprojecten. Daartoe wordt een formulier ter beschikking gesteld door de CWaPE.

Elke GRD gebruikt dat formulier en maakt het behoorlijk ingevuld over aan de CWaPE. Elk relevant beschrijvings-element betreffende het project staat in de mededeling vermeld.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 14 juni 2004.

J. DARAS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 3582

[C — 2004/31417]

**22 APRIL 2004.** — Collegebesluit nr. 04/233 houdende bekrachtiging van de verordening nr. 04/05 tot vaststelling van de begrotingswijziging 1 en A voor het dienstjaar 2004

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De begrotingswijziging 1 - gewone dienst, ontvangsten - voor het dienstjaar 2004 wordt als volgt vastgesteld :

Omschrijving	Krediet		Verhoging/Verlaging	Nieuw krediet
Vorige jaren	4.182.154,19	+	2.243.685,90	6.425.840,09
Overboekingen	1.427.000	+	17.392.700	18.819.700
Dotaties	72.046.000	+	69.279	72.115.279
Administratie	1.650.000	+	12.350	1.662.350
Gemeenschapscentra	788.000	+	7.000	795.000
Algemeen Welzijnsbeleid	58.000	+	11.500	69.500
Seniorenwelzijn	0	+	20.000	20.000
Stedelijk Impulsbeleid	6.547.700	+	3.914.000	10.461.700
Gezondheid	173.000	+	10.000	183.000
Totaal	103.220.304,19	+	23.680.514,9	126.900.819,09

**Art. 2.** De begrotingswijziging 1 - gewone dienst, uitgaven - voor het dienstjaar 2004 wordt als volgt vastgesteld :

Omschrijving	Krediet		Verhoging/Verlaging	Nieuw krediet
Overboekingen	9.994.000	+	21.479.700	31.473.700
College	1.341.000	+	1.000	1.342.000
Algemene administratie	3.709.411	+	201.906	3.911.317
Administratie	13.243.750	-	78.650	13.165.100
Elishout - COOVI	6.583.000	+	500.000	7.083.000
Algemeen cultuurbeleid	3.180.335	-	83.500	3.096835
Kunst, Cultureel erfgoed en musea	2.761.000	+	59.853	2.820.853